

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22039 - 81ÈME ANNÉE

Face à la hausse des coûts de l'énergie

Baisser sa facture d'électricité de 80 %, c'est possible avec le soleil

À Saint-Denis, Ary Yée Chong Tchi Kan a pris comme témoin le parking solaire de l'Hypermarché du Chaudron. Grâce aux panneaux photovoltaïques, le commerçant réduit fortement sa facture d'électricité. Un exemple qui relance le débat : et si collectivités et particuliers passaient massivement au solaire ?

Ce samedi, Ary Yée Chong Tchi Kan a publié une vidéo tournée au Chaudron, à Saint-Denis, sur le parking de l'hypermarché du quartier. Particularité du site : le parking est recouvert de panneaux solaires. Une ombrière photovoltaïque qui ne sert pas seulement à protéger les voitures du soleil, mais surtout à produire de l'électricité. Précisons que le soleil est déjà une source d'énergie naturelle utile à la vie mais sa transformation en courant électrique est une chance.

En effet, grâce à cet équipement, le commerçant parvient à faire baisser sensiblement sa facture énergétique. L'électricité produite sur place couvre une part importante de ses besoins. Dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie, l'argument est de poids : produire sa propre électricité, c'est réduire sa dépendance au réseau et amortir les variations de prix.

Face aux doutes, les publicités des solaristes promettent souvent des baisses de facture allant jusqu'à 80 %. Faut-il y croire ? Le soleil, lui, est bien présent pour tout le monde, particulièrement à La Réunion. L'énergie solaire apparaît comme une ressource abondante, locale et renouvelable. Sur le principe, chacun pourrait en bénéficier. Les communistes l'affirment depuis 2022 lorsque les prix de l'électricité ont bondi de 44 %.

Un parking généreux

L'exemple du parking du Chaudron pose une



question plus large : si un commerce peut réduire sa facture de 60 à 80 %, pourquoi ne pas généraliser ces équipements ? Toitures d'écoles, parkings publics, bâtiments administratifs, équipements sportifs : les surfaces disponibles sont nombreuses. Installer des panneaux solaires sur six, dix ou cinquante sites permettrait de réaliser des économies substantielles à l'échelle d'une commune. Paul Vergès avait prévu de couvrir la route des Tamarins d'une immense centrale solaire. Le chantier a démarré au-dessus du premier tunnel de Saint-Paul. Le projet a été abandonné.

Les maires directement concernés

Les maires récemment élus sont directement concernés. Que vont-ils faire ? Les collectivités paient elles aussi des factures d'électricité élevées. Investir dans le solaire, ce n'est pas économiser quelques centimes sur un produit, c'est potentiellement économiser des millions d'euros sur la durée d'un mandat. Les ressources dégagées pourraient être réinjectées dans les services publics, les infrastructures, etc.

Le débat lancé à partir d'un parking d'hypermarché illustre les conclusions du rapport sur le bilan énergétique que vous avez lues dans nos articles de jeudi et vendredi dernier. Il touche à la souveraineté énergétique, au bilan carbone, au pouvoir d'achat et à la responsabilité politique. Si les conditions techniques et financières sont réunies, le passage massif au so-

laire pourrait transformer durablement la gestion énergétique du territoire.

Prochainement, les Collectivités doivent débattre des Orientations de la Mandature 2026-2033. Cette période concerne la date butoir pour l'éradication de la pauvreté (2030) et le pic carbone 2035. Elles ont intérêt à procéder à une analyse globale, intégrant également la responsabilité des entreprises privées. Les décideurs seront soutenus par une population mieux informée. La campagne d'information continue avec une conférence de presse tenue, ce jour, par Jules Dieudonné, l'ingénieur réunionnais que Paul Vergès avait mis à la direction du PRERURE.

M.M.

Reconstruire l'économie informelle dans le commerce pour faire baisser les prix et créer des emplois : la classe la plus nombreuse, les pauvres, peut s'organiser pour renverser le système néocolonial -1-

Pâques à La Réunion : consommation et illusion sociale

À La Réunion, la fête de Pâques illustre un paradoxe social : malgré la pauvreté majoritaire, la pression sociale pousse à consommer des produits chers, notamment l'agneau. La grande distribution exploite cette quête de reconnaissance, nourrie par un imaginaire hérité du passé colonial où l'illusion d'appartenir au camp des dominants masque les inégalités réelles. Une alternative est possible : rompre le monopole de la grande distribution en reconstruisant l'économie informelle dans le commerce pour faire baisser les prix et créer des emplois : la classe la plus nombreuse, les pauvres, peut s'organiser pour renverser le système néocolonial

À La Réunion, la fête de Pâques illustre un paradoxe social : malgré la pauvreté majoritaire, la pression sociale pousse à consommer des produits chers, notamment l'agneau. La grande distribution exploite cette quête de reconnaissance, nourrie par un imaginaire hérité du passé colonial où l'illusion d'appartenir au camp des dominants masque les inégalités réelles.

A La Réunion, Pâques est une fête familiale, c'est l'occasion d'inviter des personnes à la maison pour un bon repas. La grande distribution a flairé la bonne af-

faire et profite de la situation pour pratiquer des prix abusifs, tels que 15 euros le kilo de viande d'agneau. En effet, bien qu'ils soient pauvres, de nombreux Réunionnais se précipitent pour acheter ces produits, car il faut en mettre plein la vue aux invités quitte à se ruiner. En effet, ils ne se considèrent pas comme pauvres, car ils ont la nationalité française et pensent faire partie d'une classe moyenne qui n'existe pas à La Réunion. Pour ces Réunionnais, les pauvres ce sont les Malgaches ou les Comoriens voire les Mauriciens mais pas les Français, c'est le complexe de supériorité du colonisé qui s'ignore dans toute sa splendeur, conséquence de dizaines d'années de régime néocolonial.

Comment et pourquoi fut maintenue la structure coloniale de la société réunionnaise

Comme dans tout pays colonisé puis sous-développé, à La Réunion, les pauvres sont la classe la plus nombreuse. Cela montre le maintien d'une structure coloniale de la société. A La Réunion, l'abolition du statut colonial voici 80 ans n'a pas remis an cause la structure de la société coloniale dominée par les va-

zaha et ceux qui étaient considérés comme des vazaha à partir d'un certain nombre de millions, c'est-à-dire les anciens gros propriétaires d'esclaves, les gros propriétaires fonciers et parmi eux les usiniers. Cette aristocratie du sucre, farouchement opposée à tout progrès social, fournissait les maires et conseillers généraux — façade démocratique locale du régime colonial. Pour faire venir des vazaha à La Réunion pour diriger l'administration, travailler à l'hôpital ou enseigner dans le seul lycée, la France créa le supplément colonial. Après l'abolition du statut colonial, Paris étendit aux fonctionnaires indigènes le supplément colonial pour préserver la structure coloniale. D'une centaine, le nombre de bénéficiaires du statut de vazaha expatrié passa à plusieurs milliers. L'objectif du pouvoir parisien était d'affaiblir les syndicats qui étaient alors principalement dirigés par des fonctionnaires. Voici pourquoi :

« Réunion département français » pour remettre en cause la vieille structure coloniale

Ces syndicats étaient issus de la Fédération réunionnaise du Travail qui défendait le mot d'ordre de « Réunion département français », moyen jugé alors le plus rapide de remettre en cause la structure de la société coloniale par l'application à La Réunion de la législation de progrès social du Front populaire en France. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les forces conservatrices étaient discréditées par leur complicité avec le gouvernement français d'extrême droite au pouvoir en France de 1940 à 1944.

Maintenir la structure coloniale pour contrer les mouvements de libération communistes

C'était le cas à La Réunion où ces forces conservatrices avaient un Pétainiste notoire, Alexis de Ville-

neuve, comme dirigeant. Comme en France, le changement était inéluctable à La Réunion. Et cela d'autant plus que les forces progressistes s'étaient efficacement organisées en un front de libération, le CRADS, comparable au MDRM à Madagascar, au Viet Minh au Vietnam, ou plus tard au FLN en Algérie. La victoire totale du CRADS aux législatives de 1945 signifiait la fin, à court terme, du régime colonial et la possibilité d'une remise en cause de la structure de la société coloniale à La Réunion par l'égalité avec la France. Ce pays était dirigé par un gouvernement appliquant le programme du Conseil national de la Résistance qui comprenait des membres du Parti communiste, plus important parti en France à l'époque. La possibilité d'un développement de La Réunion faisait craindre à l'aristocratie du sucre une nationalisation de l'industrie et des banques ainsi qu'une réforme agraire donnant la propriété des terres à ceux qui la travaillaient, c'était un bouleversement de la société de classe dominée par les vazaha locaux ou immigrés. Le lobby colonial français craignait aussi une remise en cause de l'exclusive coloniale qui obligeait les Réunionnais à se fournir en produits manufacturés exclusivement en France. Après le départ des ministres communistes du gouvernement, Paris voulait éviter la remise en cause de la structure de la société coloniale à La Réunion au nom de la lutte contre les communistes.

(à suivre)

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Banalizaz lo rassism é téknik pou fé l'inossan

Mézami zot la sirman antann néna in léskandal rassis la pète laba dann in télé sirtou ké momandoné bann pèrsonalite la Rényon la mélé : nou la lir lo poinnvizé madam Huguette Bello, lo député Naillet, la zoinaliss Memona Hintermann-Affejee épi d'ote ankòr. Lo télé sé CNews é mwin néna kamarad i yèm ékoute sa pars li di ladan li aprann dé shoz. Tanmyé pars so foi issi pou aprann dé shoz li la du aprann. Kossa la spassé ?

Néna in nouvo Mèr laba dann la komine Sin-Dni dan La franss ébin télé la roganiz in lémission avèk li. Normal ! mé mi koné pa pou koué — mi dovine-la télé la fé koz in psikolog — lé assé rar kékshoz konmsa pou anparlé. Mwin la zamé antann dir kan bann gran shèf blan lé invité i fé vni in psikolog pou démaye zot pèrsonalite... Pars i fo ni koné lo mèr Baly Bakayoko lé né dan La franss d'in famiye téi sorte dan in péi i apèl Mali é li lé noir.

In kouyon i pé z'ète danzéré, é in psikolog galman pars lo boug la dégène sa syanss épi li la fé in gran détour par lorizine l'imanité épi li la anparl l'Homo Sapiens, épi lo bann gran sinz la komanss marsh doboute, néna pli lontan ké lontan, la parl lo shèf épi son gou pou komandé si tèlman ké linvité la vite sézi li l'avé tonm dann in konplo rassis-antouléka li la konprann lo télé noré pa koz konmsa avèk in shèf blan. Sa la rapèl ali toute bann méssaz rassis demoune la anvoye pou li dann la kanpagn zélékssion mèm si li la pass promyé tour é mèm apré pars sa i kontinyé...

Rassis ? Sa lé pini par la loi mé déssèrtin pèrsonaz piblik, déssèrtin média, l'apré rode banaliz l'afèr pou k'in zour tribinal i fini par obliye la loi épi son laplikassion... Astèr i fo mi anparl Mémona Hinterman : néna in lyssé Moufia i porte son nom pars èl lé sèlèb dann son métyé gran reporter. Donk lo madam la vni dsi C New pou prézante son dèrnyé liv é alé savoir pou kossa èl la di « Si astèr i pé pi anparl l'homo sapiens pou in noir oussa i sava, mé lé ding ». Antouléka manyèr èl la mète son kiyèr sal dann marmite i kui pa pou èl la fé l'èr èl ossi èl i fé parti bann banlizatèr kozman rassis... é sak lé kont lo rassism la réaji é sa lé bien normal.

In romark : Kan wi sorte La Rényon sré normal évite ansèrv inn-dé mo, épi inn-dé zékspréssion. lésklavaz, langazism, lo kolonyalism lé ankòr sho sou la sann é lo shabouk madam Desbassyns lé ankòr kashyète par-la pou lo ka ou bann tan-la i rovien.

A bon antandèr salu !

Justin